



FMES

Fondation pour la Maîtrise
des Enjeux Stratégiques

- ARTICLE -

106 jours de guerre en Iran et ses conséquences contrastées pour l'Asie

JUIN 2026

Pierre-Antoine DONNET
Ancien rédacteur en chef central de
l'Agence France-Presse, rédacteur en chef
du trimestriel *Asia Magazine*

106 jours de guerre en Iran et ses conséquences contrastées pour l'Asie

Par Pierre-Antoine DONNET, ancien rédacteur en chef central de l'Agence France-Presse, rédacteur en chef du trimestriel *Asia Magazine*

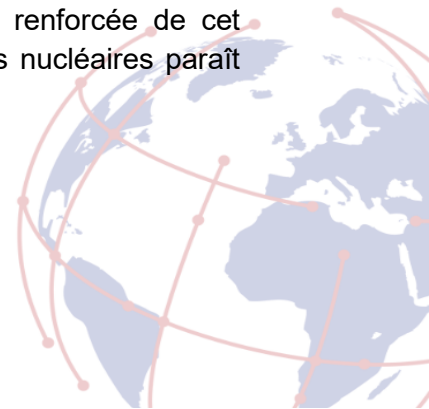
La guerre en Iran aura eu pour conséquence immédiate d'infliger un choc énergétique considérable aux économies asiatiques très dépendantes des hydrocarbures importés du Moyen-Orient, à l'exception de la Chine qui s'y était préparée en amont et dispose de réserves stratégiques importantes. À plus long terme, tout comme pour la guerre livrée par la Russie contre l'Ukraine depuis plus de quatre ans, les enseignements seront d'ordre géopolitique. L'un d'entre eux est déjà clair : un pays peut, par sa résilience, résister à un agresseur bien plus grand. Ce message, déjà transparent avec l'exemple ukrainien, ne manquera pas d'être dûment analysé par le président chinois Xi Jinping dont les vellétés de s'emparer de Taïwan ont été affirmées à de multiples reprises. Le deuxième est que l'Asie, comme c'est déjà le cas depuis janvier 2025¹ de l'Union européenne, prend conscience d'une réalité nouvelle : la nécessité impérieuse de s'affranchir progressivement de la tutelle des États-Unis car ces derniers ont, une fois de plus, fourni la preuve de leur imprévisibilité et de leur inconséquence en déclenchant conjointement avec Israël sans consultations préalables avec quiconque parmi leurs alliés un conflit aux répercussions économiques mondiales qu'ils sont en passe de perdre. Cet aventurisme suscite déjà une volonté commune en Asie de l'Est de se réorganiser pour être en mesure de faire face seule contre la puissance montante de la Chine devenue coercitive et belliqueuse.

La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran aura duré 106 jours. Ses conséquences pour l'Asie - singulièrement les partenaires de l'Amérique – seront, dans un premier temps, funestes. La Chine en ressort pour sa part renforcée sur les plans économique, militaire et géostratégique. Mais l'avenir lui sera peut-être moins favorable à terme car ses voisins commencent à s'organiser pour lui résister.

Initiée le 28 février 2026 par des bombardements massifs sur Téhéran sur l'ordre d'un 47^e président américain très optimiste sur les capacités de résilience de l'Iran, cette guerre a d'ores et déjà pour première conséquence de ternir un peu plus l'image déjà passablement écornée de la toute-puissance américaine, puisque l'accord de paix encore fragile trouvé entre Washington et Téhéran le 14 juin consacre, pour le moment au moins, un revers pour les États-Unis dont aucun des objectifs principaux n'a encore été atteint. Il en va de même pour Israël.

Lorsqu'il avait lancé « *Epic Fury* », Donald Trump avait évoqué une simple « *promenade* » pour l'armée américaine dont il avait identifié les objectifs comme étant un changement de régime à Téhéran ainsi que la destruction définitive des capacités nucléaires iraniennes. Or non seulement l'aile dure des Gardiens de la révolution du régime iranien semble sortie renforcée de cet affrontement, mais la perspective de l'abandon par l'Iran de ses installations nucléaires paraît encore bien lointaine et incertaine.

¹ Date du retour de Donald Trump à la Maison Blanche.



Ian Bremmer, président et fondateur du Eurasia Group, et Firas Maksad, directeur général pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord du même cabinet de conseil américain, signent le 17 juin dans les colonnes de la revue américaine *Foreign Affairs* un article dans lequel il juge que la guerre en Iran aura été « *le plus grand échec de politique étrangère de Donald Trump* », estimant que les partenaires et alliés des États-Unis dans la région ont pour la plupart perdu confiance dans ce pays tandis que la Chine en sort « *renforcée* »².

Pourquoi la guerre en Iran a fait les affaires de la Chine

Les autorités chinoises avaient déjà tout lieu de se féliciter de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine depuis le 22 février 2022, que Pékin appuie de moins en moins discrètement : le président Xi Jinping n'y voyait et n'y voit toujours que des avantages. Non seulement elle permet de détourner l'attention occidentale de l'Asie où la Chine peut poursuivre à bas bruits son ascension économique et militaire, mais elle a comme deuxième avantage pour Pékin d'épuiser les capacités militaires européennes et américaines tout en projetant de la Chine, par effet de miroir, une image de puissance stable et responsable. L'image de la Chine belliqueuse en Asie en est du même coup nettement atténuée.

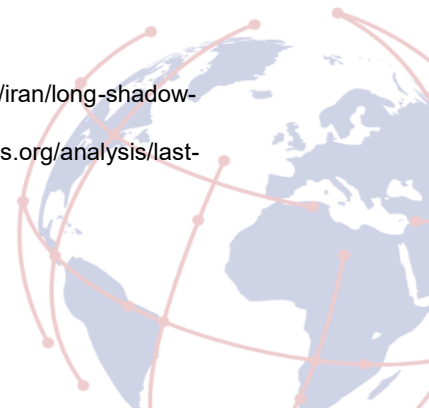
Pékin s'est sans nul doute félicité lorsqu'à cette guerre est venue s'ajouter, le 28 février dernier, celle contre l'Iran déclarée conjointement par les États-Unis et Israël. Ce nouveau conflit faisait, lui aussi, bien ses affaires, tant sur les plans économique, militaire et géostratégique. La Chine rêvait d'une Amérique qui serait rapidement embourbée. Elle l'a été pendant plus de trois mois.

Première conséquence et non des moindres : les quantités de munitions et les armements utilisés par l'armée américaine pendant ces 75 jours de guerre - les chiffres sont évidemment confidentiels - ont été massives. Au point que les stocks ont fondu comme neige au soleil, ceci au détriment de la dissuasion américaine en Asie qui a suivi la même tendance. Il faudra pour les usines d'armement américaines des années pour les reconstituer, comme l'estime un rapport du Center for Strategic and International Studies (CSIS)³. Le rétablissement des stocks d'avant-guerre pour quatre types de munitions essentielles, largement utilisées par les forces américaines pendant les bombardements contre l'Iran, prendra au moins deux ans – et dans certains cas plus de trois –, estimait ce groupe de réflexion basé à Washington dans cette étude. Il s'agit des missiles d'attaque terrestre (TLAM), des intercepteurs THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), des missiles sol-air Patriot, ainsi que des missiles sol-air embarqués SM-3 et SM-6. Le remplacement des missiles JASSM (Joint Air-to-Surface Standoff Missile) et PrSM (Precision Strike Missile) prendra entre plusieurs mois et un an⁴.

² *Foreign Affairs*, The Long Shadow of the Iran War, 17 juin 2026 <https://www.foreignaffairs.com/iran/long-shadow-iran-war>

³ Last Rounds? Status of Key Munitions at the Iran War Ceasefire, 21 avril 2026 <https://www.csis.org/analysis/last-rounds-status-key-munitions-iran-war-ceasefire>

⁴ *Ibid.*



Or, ces systèmes d'armes sont précisément parmi ceux qui joueraient un rôle crucial en cas de déclenchement d'un conflit entre la Chine et les États-Unis autour de Taïwan, relèvent certains experts militaires. « *Il y aura une période de vulnérabilité de plusieurs années jusqu'à ce que les stocks reviennent à leurs niveaux antérieurs, puis plusieurs autres années avant qu'ils n'atteignent les niveaux souhaités par les planificateurs de guerre,* » précise le CSIS.

La deuxième conséquence concerne l'image des États-Unis qui s'est fortement détériorée. Outre que l'Amérique a, une fois de plus, donné l'image d'un pays va-t'en guerre impérialiste semant le chaos planétaire dont la Chine risque de tirer parti, le régime iranien lui a non seulement tenu tête, mais il du même coup affaibli l'image d'invincibilité militaire des États-Unis. Avec lui sombre aussi une bonne partie de la confiance qui subsistait en Asie envers Washington.

La troisième est sans doute la plus durable et la plus négative : le blocus du détroit d'Ormuz a, pour longtemps, profondément bouleversé les chaînes d'approvisionnement en hydrocarbures en Asie et, de ce fait, causé un impact déstabilisateur considérable pour les économies asiatiques, à l'exception notable de la Chine. Celle-ci disposait d'une part de six mois de réserves stratégiques et, de l'autre, de nombreuses possibilités de diversifier ses sources d'approvisionnement, dont bien sûr celles originaires de Russie payées à prix bradés.

Les économies en Asie fragilisée par le bouleversement des chaînes d'approvisionnement

Avant la guerre, le détroit d'Ormuz était, selon l'Agence Internationale de l'Énergie, le point de passage de 20% des ventes mondiales de pétrole et produits pétroliers (soit environ 20 millions de barils/jour) en 2025. Le continent asiatique représente 84% des exportations de pétrole brut transitant par le détroit d'Ormuz, les quatre principaux acheteurs asiatiques étant la Chine, l'Inde, la Corée et le Japon. Si l'on ajoute les produits pétroliers, cette proportion passe à 87%.

Les proportions sont similaires pour le Gaz Naturel Liquéfié (GNL), le Qatar représentant une large part des exportations de GNL des pays du Golfe. L'Asie totalise 77% des exportations de GNL du Qatar. Après le trio Chine, Inde et Corée, c'est le Pakistan qui est le quatrième client asiatique du Qatar devant le Japon. Taïwan, en particulier, est fortement dépendante du GNL avec lequel fonctionne ses centrales électriques, depuis la fermeture de ses six réacteurs nucléaires ces dernières années. Ils sont tous à l'arrêt depuis 2025.

Les niveaux de dépendance de l'Asie pour le pétrole brut restent très élevés. Le Japon détient la palme de la dépendance, puisque sa consommation intérieure de pétrole brut est basée à 100% sur l'importation, dont 95% viennent du Moyen Orient, y compris 70% transitant par le détroit d'Ormuz. La Corée vient en second avec 70% de ses importations de pétrole brut en provenance du Moyen Orient.

L'Inde a réduit sa dépendance à 58% récemment grâce à la montée en puissance rapide de ses importations en provenance de Russie depuis le début de la guerre en Ukraine. La Chine est dépendante du Moyen Orient pour un peu plus de 50%. Elle est de loin le premier client de l'Iran



qui représentait 12% de ses importations de pétrole brut en 2025⁵. Elle représente pour 80% des exportations iraniennes, soumises à des sanctions américaines et internationales renforcées depuis 2018. Dans le reste de l'Asie, d'autres pays sont très dépendants du pétrole brut du Moyen Orient, comme les Philippines (98%), Taïwan (70%), Singapour (plus de 70%) ou la Thaïlande (plus de 50%).

La Chine avait cependant anticipé les conséquences de la guerre en augmentant considérablement ses importations de brut en janvier-février 2026 (+16% comparé à la même période de 2025). Ses réserves stratégiques et commerciales de pétrole sont estimées à 1,2 milliard de barils par l'agence Kpler, soit 200 jours de consommation. Ce niveau de réserves place la Chine – avec le Japon – parmi les pays d'Asie les mieux protégés contre des chocs d'offre de court terme, ce qui explique l'absence de pénuries sur le marché chinois pendant la crise, à l'inverse de ce que l'on a observé aux Philippines, en Thaïlande, en Inde ou au Pakistan où la pénurie a causé des mouvements sociaux parfois alarmants pour les autorités.

Le taux d'autonomie énergétique de la Chine est de l'ordre de 84%, principalement parce que le charbon représente 52% de son mix énergétique, avec un taux d'autosuffisance élevé pour le charbon (94% de ses approvisionnements sont nationaux). En outre, les importations chinoises de charbon ne proviennent pas du Moyen-Orient, ses deux principaux fournisseurs étant l'Indonésie et l'Australie.

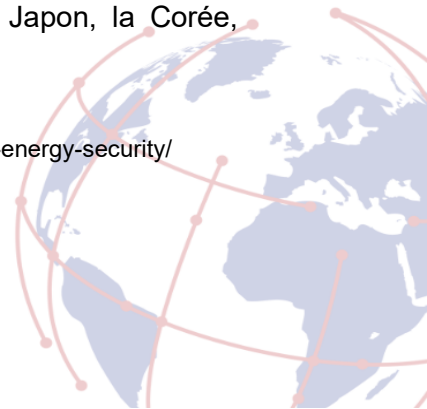
Le compromis pratiqué depuis déjà quelques années par les autorités chinoises consiste à développer la conversion du charbon vers le gaz et certains produits chimiques. La gazéification du charbon permet d'obtenir l'équivalent du GPL (gaz de pétrole liquéfié), particulièrement touché par le blocus du détroit d'Ormuz, ou du GNL. Cette conversion concernait déjà 276 millions de tonnes de charbon en 2024 selon le CREA (Center for Research on Energy and Clean Air)⁶ et une vingtaine de projets de gazéification du charbon sont en cours de réalisation. Ce procédé permet d'émettre moins de CO₂ que le charbon lui-même, tout en polluant l'air et en consommant beaucoup d'eau. Deux inconvénients dont s'accommode le gouvernement car les sites de gazéification sont situés au Xinjiang ou en Mongolie intérieure, une région et une province excentrées peuplées principalement de minorités ethniques (Oughours et Mongols).

S'agissant du pétrole, la production nationale chinoise couvre un tiers des besoins du pays. Les importations en provenance du Moyen-Orient représentent donc 30% de la demande intérieure. La Chine s'est rapidement engagée dans une politique de diversification de ses approvisionnements dès le début de la guerre. Au mois de mars, la chute des achats en provenance du Golfe persique a été presque entièrement compensée par une augmentation des achats de pétrole russe (+13% en volume), brésilien et africain.

Le gouvernement chinois a par ailleurs restreint fortement les exportations chinoises de produits pétroliers (kérosène, essence et diesel), sans se préoccuper du choc de prix provoqué sur les marchés spots de ces produits en Asie, au détriment de pays comme le Japon, la Corée,

⁵ Center on Global Energy Policy at Columbia University, 4 mars 2026
<https://www.energypolicy.columbia.edu/implications-of-the-conflict-in-the-middle-east-for-chinas-energy-security/>

⁶ China energy and emission trends: December 2025 snapshot, 16 décembre 2026
<https://energyandcleanair.org/china-energy-and-emissions-trends-december-2025-snapshot/>



l'Indonésie ou le Pakistan. Une décision qui montre les limites de l'approche coopérative dont la diplomatie chinoise se veut le chantre.

« *Le récent blocus du détroit d'Ormuz s'est révélé être une crise majeure qui met en évidence les vulnérabilités structurelles de l'industrie pétrochimique asiatique,* » expliquait Baek Jong-hoon, président par intérim de l'Association coréenne de l'industrie chimique et PDG de Kumho Petrochemical, lors d'un événement sectoriel à Fukuoka (Japon), en mai dernier⁷.

En réponse aux perturbations causées par le conflit au Moyen-Orient, le gouvernement japonais a lancé POWERR Asia, une initiative visant à collaborer avec les pays asiatiques sur les chaînes d'approvisionnement en ressources.

« *À une époque marquée par l'incertitude géopolitique, la surcapacité et l'appel urgent à l'action climatique, la collaboration n'est plus un choix, c'est une nécessité,* » souligne Tsao Mihn, président d'une association industrielle taïwanaise et président de Formosa Petrochemical. « *Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions transformer ces défis en opportunités,* » explique-t-il, cité par le quotidien japonais *Nikkei Asia*⁸.

Les entreprises chimiques japonaises se sont donc restructurées pour adapter leur capacité à la baisse de la demande intérieure. Mais Koshiro Kudo, président de l'Association japonaise de l'industrie pétrochimique et président d'Asahi Kasei, estime qu'« *étant donné que des changements inattendus sont possibles, il est également nécessaire de disposer d'une marge de manœuvre et de réagir avec souplesse.* » Ce responsable plaide en faveur d'un cadre dans lequel les économies asiatiques confrontées à des défis similaires se complèteraient mutuellement. « *Le simple fait d'explorer la diversification des risques par le biais d'échanges avec la Corée du Sud, géographiquement proche, serait déjà très significatif,* » dit-il, cité par le même journal⁹.

En réponse aux perturbations causées par le conflit au Moyen-Orient, le gouvernement japonais a de son côté lancé POWERR Asia, une initiative visant à collaborer avec les pays asiatiques sur les chaînes d'approvisionnement en ressources.

Des conséquences géopolitiques plus incertaines pour la Chine

C'est néanmoins sur le plan géopolitique et le temps long que les conséquences seront réellement majeures pour l'Asie, mais c'est aussi dans ce domaine que les perspectives pour Pékin sont plus

⁷ China extends petrochemicals lead during Iran war, *Nikkei Asia* 11 juin 2026, <https://asia.nikkei.com/business/markets/commodities/what-naphtha-shortage-china-extends-petrochemicals-lead-during-iran-war>

⁸ Ibid. China extends petrochemicals lead during Iran war, *Nikkei Asia*, 11 juin 2026, <https://asia.nikkei.com/business/markets/commodities/what-naphtha-shortage-china-extends-petrochemicals-lead-during-iran-war>

⁹ Ibid. China extends petrochemicals lead during Iran war, *Nikkei Asia*, 11 juin 2026, <https://asia.nikkei.com/business/markets/commodities/what-naphtha-shortage-china-extends-petrochemicals-lead-during-iran-war>



contrastées, voire négatives. La Chine ressortira-t-elle réellement renforcée du fiasco américain en Iran ? Rien n'est joué.

Certes, par ricochet, la pénurie et le facteur risque avec la menace de nouvelles crises engendreront mécaniquement une dépendance accrue des économies asiatiques à l'égard de la Chine qui était déjà forte, au détriment là encore des États-Unis dont l'influence dans la région en sera d'autant réduite.

La deuxième économie du monde en ressortira donc vraisemblablement encore plus forte dans la région et permettra à la Chine d'en faire usage pour soumettre les puissances régionales qui lui résistent. L'éventail des mesures de coercition économique est large, le principal levier étant les terres rares - indispensables dans d'innombrables secteurs de la vie économique, industrielle et militaire - dont elle possède la maîtrise quasi-absolue en termes de production et de raffinage. La Chine extrait 69 % des minéraux de terres rares, traite 88 % des concentrés de terres rares et raffine 90 % des métaux de terres rares dans le monde.

Avec l'Amérique mise en échec en Iran, l'un des slogans favoris de la propagande chinoise visant les alliés de Washington pourrait du même coup paraître plus pertinent que jamais : « Ne comptez pas sur les États-Unis : le moment venu, ils vous laisseront tomber. »

Traditionnellement, depuis plusieurs décennies, du fait de la méfiance à l'égard du grand voisin chinois, une bonne partie des pays de la région se satisfaisait de l'influence américaine car elle constituait un contre-pouvoir bienvenu contre la toute-puissance chinoise et la dépendance qu'elle entraîne. L'Indonésie, Singapour, la Malaisie, le Vietnam et bien sûr l'Inde, pour ne citer qu'eux, jugeaient la présence américaine nécessaire. Tout aussi traditionnellement, ces pays s'abstenaient prudemment de choisir entre Pékin et Washington, lui préférant une neutralité confortable à l'égard des deux superpuissances.

Cet équilibre pourrait-il être remis en question ? Rien n'est moins sûr. D'une part, les alliés des États-Unis font, pour le moment, le dos rond car Donald Trump n'est pas éternel et l'administration américaine changera de président d'ici deux ans. De l'autre, l'imprévisibilité de Donald Trump a contraint ces pays, essentiellement le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et l'Australie, à imaginer des alliances de circonstance encore improbables il y a peu. Enfin, les pressions, intimidations et mesures coercitives chinoises commencent à générer un rejet partagé dans la région.

Dans ce domaine, le bilan provisoire est loin d'être insignifiant car transparaît déjà une dynamique aussi nouvelle qu'inattendue : Tokyo, Séoul, Manille et Canberra s'organisent pour trouver ensemble une solidarité commune face à la puissance coercitive de la Chine. De ce point de vue, la crise au Moyen-Orient a incontestablement joué un rôle d'accélérateur, tout comme le fait que Pékin s'est, publiquement tout au moins, abstenu de s'impliquer de façon concrète dans la recherche d'une solution à cette crise.



Le Japon au cœur d'une nouvelle dynamique géopolitique en Asie

Le maillon central de cette dynamique est le Japon qui, parfaitement conscient d'être à un tournant clé de son histoire contemporaine, renforce notablement le rythme de son réarmement engagé en décembre 2022 tout en tissant avec un certain succès des liens plus étroits avec ses voisins : la Corée du Sud, les Philippines, l'Australie. Bien que plus discret, ce rapprochement est aussi patent avec Taïwan, en dépit de l'absence de relations diplomatiques.

Cette dynamique a justement Taïwan pour principal contexte et les vellétés croissantes de la Chine de s'en emparer. Les pays de la région le savent : la conséquence en serait un bouleversement total de l'équilibre militaire en Asie de l'Est au profit de Pékin puisque Taïwan, au cœur de la première chaîne des îles du Pacifique, en est le verrou stratégique.

Avec à l'esprit le blocus du détroit d'Ormuz, tous les regards sont désormais rivés sur le détroit de Taïwan qui, davantage que celui d'Ormuz, est vital pour l'économie mondiale car plus de 20% du commerce maritime y transite bon an mal an. De plus, le géant taïwanais des semi-conducteurs TSMC produit à lui seul 70% des puces de la planète et même 93% des semi-conducteurs de dernière génération gravé à moins de 5 nanomètres.

Les économistes sont donc quasi unanimes pour affirmer qu'un blocus du détroit de Taïwan constituerait une catastrophe économique mondiale bien plus grave que celle des dommages causés par celui d'Ormuz.

De plus, les pays voisins de la zone ont connaissance de l'enjeu clé de Taïwan pour la sécurité régionale. La prise de l'île par l'armée chinoise modifierait l'ensemble de l'équilibre militaire en Asie de l'Est, car elle permettrait à la Chine et sa marine de prendre le contrôle effectif de la mer du Japon (978 000 km²), de la mer Jaune (380 000 km²) et de la Mer de Chine Orientale (770 000 km²), d'immenses étendues océaniques totalisant 2,12 millions de km², vitales puisqu'elles ouvrent l'accès aux autres chaînes d'îles de l'océan Pacifique jusqu'aux rives du continent américain. Un blocus maritime de l'île sans réelle guerre chaude qui semble aujourd'hui le scénario préféré de Pékin aurait la même conséquence à terme puisque l'objectif recherché serait dans une première étape l'asphyxie de l'économie taïwanaise, un chaos social dans une deuxième et la reddition des autorités dans une troisième et dernière étape.

La Chine est déjà dominante en mer de Chine du Sud, un espace maritime de 3,8 millions de km² dont elle revendique plus de 90%. Outre ses immenses réserves halieutiques et en hydrocarbures, cette mer donne accès à l'océan Indien. C'est la raison pour laquelle la Chine la militarise à un rythme soutenu. Depuis que Pékin a décidé d'ignorer un arrêt du 12 juillet 2016 de la Cour d'arbitrage de La Haye qui donne tort à ses revendications territoriales.

Avec la conquête de Taïwan, tout cela changerait d'échelle car la Chine se rendrait alors maître, du nord au sud, de la quasi-totalité des chaînes d'approvisionnement maritimes pour une bonne partie de l'Asie dont les États-Unis seraient alors de facto chassés. Une perspective que personne ne souhaite parmi les voisins de la Chine.



Les leçons de la guerre en Iran sont, pour certaines, encore à tirer. Il faudra sans doute des mois pour que les stratèges dans la région en tirent tous les enseignements. Mais l'un d'entre eux montre que des « petits » pays peuvent résister à bien plus grand qu'eux. Ce message, comme nous l'avons souligné, a sans doute été perçu très clairement par Pékin.

Les guerres d'Ukraine et d'Iran ont relancé la course aux armements, alors qu'à Tokyo et New Delhi, on réalise l'importance de nouveaux contre-pouvoirs à la Chine pour combler l'effacement progressif américain. Pékin en a bien conscience et multiplie ses mesures de représailles et ses menaces contre le Japon, redoutant que l'exemple de l'irréductibilité japonais ne fasse tache d'huile ailleurs.

Au cœur de cette géopolitique extrêmement fluide, il reste que la situation de l'Asie de l'Est et celle de l'Europe présentent bien des similitudes. Il ressort des guerres d'Ukraine et d'Iran qu'elles entraînent en Asie de l'Est tout comme en Europe une prise de conscience de la nécessité impérieuse et partagée de s'affranchir des États-Unis, avec pour corollaire de songer à trouver chez eux et entre eux la solidarité géopolitique nécessaire pour y parvenir. Les nécessités économiques dans un monde incertain vont certainement les y aider.

Parmi les conséquences déjà visibles, plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne et la Pologne, consacrent de gros moyens financiers pour renforcer leur budget de la Défense au moment où l'idée d'une défense européenne commune refait surface. En Asie de l'Est, la question est plus complexe en raison de l'histoire commune à cette région. Mais déjà le Japon et les Philippines ont conclu début juin 2026 un accord de partenariat stratégique inédit qui prévoit notamment des échanges de renseignements militaires et la définition du tracé de zones maritimes respectives qui se chevauchent autour de leurs îles à proximité de Taïwan.

Cet accord a immédiatement suscité la colère de Pékin qui revendique une souveraineté dans ces zones tout comme en mer de Chine du sud¹⁰. La Première ministre japonaise Sanae Takaichi multiplie les visites officielles dans la région afin de tisser des liens personnels avec ses interlocuteurs et rallier leur soutien, public ou non, au programme de réarmement accéléré du Japon. L'un des résultats déjà probants est un réchauffement très net des relations entre le Japon et la Corée du Sud, en dépit des rancœurs profondes héritées de la période coloniale brutale et sanglante du Japon militariste dans la péninsule coréenne à partir des années 1930.

À terme, l'entreprise pourrait se révéler fructueuse pour les alliés des États-Unis en Asie comme en Europe en termes d'indépendance et de confiance retrouvées. Si ce scénario devenait réalité, il n'est pas certain que la Chine en sorte gagnante. Néanmoins, nombre d'incertitudes, de rivalités et de contradictions parsèment encore ce chemin qui, s'il devait se préciser, pourrait mener à la naissance d'un monde quadripolaire que se partageraient à parts sensiblement égales la Chine, les États-Unis, l'Asie et l'Europe et leurs satellites et vassaux respectifs. Dans ce contexte, la Russie dont le PIB est sensiblement équivalent à celui de l'Italie¹¹, en serait vraisemblablement le grand perdant.

¹⁰ La souveraineté proclamée par Pékin dans ces espaces maritimes a été invalidée par un arrêt de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye rendu le 15 juillet 2016. Pékin a décidé de passer outre.

¹¹ 2,58 milliards de dollars contre 2,55 milliards de dollars en 2025, selon le FMI.





www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



Institut FMES



Institut FMES



Boussole
stratégique